



Un 1^{er} mai de revendications pour les travailleuses et travailleurs, pour la défense de nos libertés et la Paix juste et durable dans le monde

Le 1er mai, journée internationale des travailleurs et travailleuses, va se tenir dans un contexte marqué par les guerres terriblement meurtrières, notamment en Ukraine et en Palestine. Nos organisations réaffirment leur engagement pour une paix juste et durable dans le cadre du droit international, qui ne peut se faire aux conditions de l'agresseur.

En France, les travailleur-euses sont sous la menace d'un nouveau plan d'austérité. Pour multiplier les cadeaux aux entreprises, ce qui aggrave les inégalités sociales, le gouvernement annonce faire des milliards d'économies sur les politiques sociales et les services publics, la transition écologique ou en faisant les poches des chômeurs et chômeuses, de celles et ceux qui sont malades, ou encore en s'attaquant une nouvelle fois au Code du travail. Loin de "désincarcérer" le pays, il poursuit sa politique au service des plus riches en distribuant de l'argent public aux entreprises privées, notamment les plus grosses, sous forme d'exonérations de cotisations sociales : plus les salaires sont bas, plus les aides publiques sont conséquentes, ce qui encourage les directions d'entreprises à maintenir des millions de salarié-es avec des fiches de paie proches du SMIC. A l'image du SMIC, il faut à minima indexer les salaires, pensions et le point d'indice sur les prix. Il y a urgence d'augmenter les salaires et les retraites.

La précarité et la pauvreté gagnent du terrain, en particulier chez les étudiant-es : un-e sur deux travaille pour financer ses études, deux étudiant-es sur trois sautent régulièrement des repas et plus de trois étudiant-es sur dix renoncent à des soins faute d'argent. Un-e sur deux est mal logé-e. Un.e étudiant.e sur 5 ne mange pas à sa faim. Il faut augmenter les minima sociaux, les bourses d'études et réformer en urgence ce système d'aide pour que chacun-e puisse étudier dans des conditions dignes.

Nos organisations appellent à s'opposer aux politiques d'austérité en France comme en Europe. Alors que des profits records sont enregistrés, il faut sortir du choix délétère que l'on nous impose. Pour une Europe sociale et des peuples : ni dépendance à la finance, ni poison de l'extrême-droite, pire ennemi des travailleurs et travailleuses ! Nos organisations militent pour le renforcement de la protection sociale et s'opposent aux projets de contre-réformes qui réduisent les droits et conquises des travailleurs et travailleuses. Dans ce contexte, les organisations syndicales réaffirment qu'il ne peut y avoir aucune préférence nationale en matière de droits sociaux, et s'opposent avec détermination à toute forme de discrimination, de racisme, de xénophobie, d'antisémitisme ou d'islamophobie.

L'intersyndicale fustige l'organisation des Jeux olympiques à Paris jugée comme une aberration sur le plan écologique et social et trop coûteuse, alors que les économies se font sur le dos des travailleur-euses. Nous alertons sur les menaces qui pèsent sur le droit de grève depuis une proposition de loi votée par les sénateurs français en faveur de la limitation, le 9 avril dernier.

Elles dénoncent les attaques aux libertés collectives et individuelles, notamment contre les bourses du travail et le droit de manifester, les libertés syndicales mais aussi les entraves à la liberté d'expression, par exemple sous-couvert des lois anti-terroristes.

Le 1er mai doit aussi être le prolongement des mobilisations du 8 mars pour l'égalité réelle alors que les femmes sont moins payées et plus souvent en situation de précarité.

Nos organisations appellent les travailleuses et travailleurs, les jeunes, étudiant-es et retraité-es, à manifester partout en France le 1er mai contre l'austérité, pour l'emploi, les salaires, les services publics, la protection sociale, les libertés et la paix juste et durable dans le monde.

Manifestation le
mercredi 1^{er} mai 2024 à 10h00, Place Jean Jaurès à Tours